L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la ville,
Imprimé par J. Mayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 18 MARS 1836.

CANDIDATS DEMOCRATIQUES.

POUR PRESIDENT :

M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :

RD. . JOHNSON.

Nous arborons aujourd'hui les couleurs nationales en plaçant à la tête de notre gazette les noms de MM. MARTIN VAN BUREN et de RICHARD M. JOHNSON comme ceux de nos candidats aux places de Président et de vice-Président des Etats-Unis. Nous appelons ces couleurs nationales, parce qu'elles sont adoptées par une grande majorité du Peuple Américain. Nous les appelons encore nationales, parce qu'elles représentent le parti démocratique de l'Union, le seul qui tienne à cœur les intérêts la gloire et la puissance du pays, et qui a juré so emnellement à la face de Dieu et des hommes de maintenir dans leur pureté et leur intégralité ces principes républicains promulgués avec la constitution fédérale par les Pères de la Patrie et vivement défendus par les Washington, les Jefferson, les Madison, les Monroe et les Jackson.

Le retard que nous avons mis à publier le ticket de la démocratie nécessite aussi notre excuse de notre part quelques explications que nous nous empresserons de donner, si nous n'étions persuadé d'ailleurs que la marche politique que nous avons toujours suivie nous mettait à l'abri de tout soupçon de targiversation quant à notre conduite future dans la grande lutte qui va bientôt s'établir entre le peuple et l'aristocratie Cependant nous croyons devoir entrer ici dans quelques détails que nous avons de toutes les parties de l'Union seront bien aises de connaître et qui expliquent pourquoi jusqu'à présent nous n'avons pas annoncé la candidature de MARTIN VAN BUREN et de RICHARD M. JOHNSON.

Jacksoniste par sentiment et par conviction, nos écrits, nos démarches, notre sollicitude, le dirons-nous, notre argent et notre existence même, qui souvent a été compromise pour nos opinions politiques, ont été constamment consacrés à soutenir de principes qui nous étaient si chers, et que nous avions jugé être les seuls qui pussent convenir à la Nation Américaine. Cependant, malgré ces faits qui tous étaient bien notoires ; malgré notre dévouement à la cause démocratique, nous avons vu enlever à notre journal le patronage dont nous étions précédemment honoré par l'administration actuelle. Les annonces que nous étions dans l'habitude de publier nous furent enlevées, et nous les avons vu donner, non pas à des feuilles jacksonistes, mais aux journaux de l'opposition. Le collecteur de la douane, le maître des postes et tes différentes sociétairies du cabinet de Washington oubliant tout ce que nous avions fait pour le parti libéral n'hésitait nous condamner à réclamer l'appui de l'opposition ; et sans avoir cependant travaillé à l'obtenir, nous devons le confesser, c'est à cet appui que nous sommes redevable de notre réélection comme imprimeur de l'Etat. Les Jacksonistes, presque en masse, de la représentation de la Louisiane nous ont abandon né lorsque nous avions tant de droits à leur protection. Cette conduite de la part des partisans de l'administration nous avait semblé un affront que nous ne méritions pas, et trouvant de l'ingratitude là où nous pensions obtenir le contraire, le dégoût s'étant emparé de nous, et nous nous étions promis de maintenir notre journal dans cette quasi neutralité qui sans lui donner la vogue momentanée du parti démocratique, lui assurait le patronage de quantité de gens qui s'inquiètent fort peu des cabales politiques et qui ne désirent dans une gazette qu'un caractère de juste milieu.

Voilà ce que nous méditions et ce que nous comptions faire à l'avenir. Mais, "on revient toujours à ses premiers amours" et notre bouderie bien motivée d'ailleurs s'est passée aussi promptement qu'elle était venue, et désormais tous nos efforts seront consacrés comme ci-devant au succès de la cause nationale.

Un bruit s'étant répandu que, pour assurer notre élection comme imprimeur, *nous avions fait un pacte* avec les membres de l'opposition, nous croyons devoir nier le fait et prier tous ceux *sur lesquels ce rapport* aurait pu tromper crédit de le considérer comme entièrement faux.

SUICIDE DE WHITAKER.

Le malheureux Whitaker, trouvé coupable de meurtre sur la personne de Owen Murphy, et condamné à subir la peine capitale par jugement de la cour criminelle, a mis un terme à son existence, dans la journée d'hier, en se donnant lui même la mort, dans la prison où il était confiné en attendant l'exécution de son arrêt. Cet événement a produit une grande agitation au sein de la population de cette ville. Au premier bruit de cette nouvelle la foule s'est portée dans le quartier de la prison, pour s'assurer par elle même si ce qu'on rapportait était la vérité Le fait n'était que trop notoire, et la vue du cadavre ensanglanté du défunt exposé aux regards de la multitude; la lecture de la lettre que cet infortuné jeune homme écrivait au moment même qu'il se portait le coup fatal n'ont que trop bien prouvé qu'il n'existait plus et qu'un dernier sentiment d'horreur lui avait commandé de se donner une mort prompte pour se sauver à lui-même et pour sauver à ses parens et amis le terrible et douloureux spectacle d'une exécution publique.

Il fallait la vie d'un homme pour rétablir l'équilibre social qui venait d'être détruit par un crime capital. Il fallait le sang d'une victime pour racheter, non pas une existence qu'il n'appartenait pas à la société de rétablir, mais bien le délit commis en violation d'une des lois les plus sages et les plus solennelles, qui veut que chez un individu respecte les jours de son semblable. Et bien donc ! le suicide de Whitaker n'aurait-il pas satisfait au vœu de la loi ? et dira-t-on que la vindicte publique n'a pas atteint son but parce qu'il n'y aura eu dans l'acte de la mort de cet infortuné ni gibet, ni corde, ni linceul funéraire, ni cercueil, ni confesseur, ni gardes municipales, placées sur deux lignes pour contenir ce flot populaire toujours avide du spectacle d'une exécution; ni enfin, un corps palpitant suspendu à un potence jusqu'à ce que mort s'ensuive et qui eut semblé, dans chacune de ses crispations; crier à la foule: vous jouissez de mes tortures; vous regardez de sang-froid ma douloureuse agonie; mais dites moi quel est mon crime ? celui d'avoir tué un homme dans un moment d'aliénation *mentale*. Vous, au *contraire*, vous m'arrachez l'existence avec toute votre raison. Un peuple entier *représenté par la Loi me donne la mort* ; mais je ne vois des deux côtés qu'un homicide, et cependant l'infamie est pour moi, et l'acte que vous commettez, vous l'appelez justice, équité, nécessité. Au tribunal suprême il appartiendra de décider qui de nous deux est le plus coupable ?

Whitaker a payé amplement sa dette envers la société. Espérons que celle-ci à son tour trouvera quelques larmes à répandre sur le sort d'un infortuné jeune homme qu'un moment de frénésie a détourné du sentier de la vertu pour le livrer ensuite au glaive de la loi.... Quelques larmes aussi pour les infortunés parens dont la vie entière sera sans doute passée dans les gémissemens, les regrets et la douleur.

Nous publions ci-après les dernières lignes écrites par Whitaker avant son suicide : elles sont adressées au digne évêque catholique appelé pour lui préparer la voie du salut.

" Au reverend père Kenland.

" Veuillez publier, ceci au monde : Je ne suis pas coupable du crime qui me vaut la fin de mon existence ; je n'ai pas commis de meurtre prémédité. Je pensais à l'époque n'agir que pour ma défense personnelle ; car, je me battais contre trois hommes qui me battaient à leur tour. L'acte que je suis sur le point d'exécuter me sera, je l'espère sincèrement, pardonné par le ciel. Voyez mes pasens et consolez les.

W. WHITAKER.

Trois fois je me suis frappé avec le fatal couteau, et cependant je ne meurs pas.'

Cette lettre était arrosée de sang.

Le Coroner étant appelé pour faire la levée du corps s'est fait accompagner de Mrs. A. Riesset, F. Correjolles, H. Lathrop, M. F. Cougot, Charles Briggs, et J. B. Lamothe, en qualité de jurés de ce dernier, et après le procès verbal qu'ils ont conjointement dressé et signé, il paraîtrait que le malheureux Whitaker s'était frappé de trois coups de couteau, le dernier desquels avait traversé le thorax et percé le cœur, et avait conséquemment dû occasionner une mort presqu'instantanée. La blessure n'est trouvée être d'un pouce et demi de large et de 7 pouces de profondeur. Les médecins appelés pour constater le suicide étaient Mm les docteurs Landreux, Thomas, Ker et Canas.

Nota—Le maire craignant une émeute a cru devoir pour la soirée, faire tenir sur pieds deux cents agnies de la Légion. C'était les gardes d'Orléans et les Washington Guards, l'une et l'autre bien connues pour leur zèle et leur patriotisme. L'émeute que l'on craignait n'a point eu lieu cependant. A neuf heures du matin le corps du malheureux Whitaker a été remis à ses parens qui l'a fait transporter de suite par un bateau à vapeur, à la paroisse d'Est Feliciana.

Le grand jury s'est assemblé hier et sur 12 bills d'accusation qui lui ont été soumis tous ont été endossés et envoyés à l'avocat-général pour qu'il donnât cours à la poursuite.

Les 12 chargés sont comme suit : John. Nugent, accusé de vol—Albon Webster, larcin—James Ryan et Patrick Dinare, de—John Kelsy, de—Henry Melleville, de—John Chatthan do.—Weatherby, do.—Philip Keisler, do.—William Carrpl, do.—Benjamin Bot, do.

Les nouvelles de la FLORIDE reçues par le Courrier d'hier annoncent l'arrivée sur plusieurs points des troupes sous les ordres des différents chefs de l'expédition. On s'attendait d'un moment à l'autre à une affaire générale.—Plusieurs escarmouches avoient eu lieu, dans lesquelles les indiens avaient perdu quelques hommes. Les corps américains étaient encore intacts.

NOUVELLES RECENTES D'ANGLETERRE.

Par l'arrivée du navire *Henry Lee* nous obtenons des dates de Liverpool du 19 et de Londres du 17 janvier, rien de nouveau dans la politique. Les seules nouvelles commerciales se réduisent à celles-ci :

LIVERPOOL, *15 janvier.*

Il y a eu une seule demande de coton pendant toute la semaine ; mais comme les détenteurs avaient une égale envie de vendre, nous n'avons pu noter aucune amélioration dans les prix, excepté pour les Brésiliens qui se vendent maintenant à une avance de 1/8 à 1/4 d. par livre. Les transactions de la semaine se montent à 370 b. Sea Island de 15 d. à 30d. et de tchéna 11 à 12 50 bowed de 7 3/8 d. à 10 1/2 do.—3090 d. 3/90 Mobile, Alabama et Tennessee de 7 à 9 1/8 d.—6790 Louisiane de 7 1/4 à 11 1/2—1940 Pernambouc et Bahia de 10 1/2 d. à 12—390 Bahia et Maranchao, de 9 1/2 à 11 1/4—1860 Maragnan de 9 à 10 d.—110 Barbades 10 d.

20 Péruviens 12 1-4d; 560 Laguyra 8 3-4 à 9 1-2d; 40 Indes Occidentales 9d à 10d; 100 Bengale 6d à 6 3-8 et 2450 Surat de 5 1-4 à 7 3-4 par lb, faisant en tout 30,180 balles dont 4000 *Américains*, 500 Sea Island, 620 Bahia, 170 Laguyra et 200 Américains sont de spéculation; et 200 Américains, 400 Surate et 100 Bengale, pour exportation y compris 18 boucauts embarqués pour l'Irlande.

Pour les prix courans de riz et autres produits de l'Amérique voyez la partie anglaise.

M. l'Editeur de l'Abeille,

Veuillez annoncer dans votre journal que M. L. U. GAIENNIE, cédant aux sollicitations des habitens du cinquième district a consenti à être candidat pour la place de Recorder de la municipalité no. 2 et qu'il n'est plus candidat pour la place de maire.

LES VOTANS DU 5ème. DISTRICT.

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 11 Mars 1836.

VENTE D'ACTIONS.

80 actions Banque de Carrollton.....827
5 ditto ditto Ocean.....52

COTON

600 balles ordinaires.....16¼ cts.
66 do do do.....17
50 do do do.....18
25 do do do.....19¼
14 do do do.....16½
10 do do Louisiane.....18
74 do Florides.....17¼

839

Cours d'actions à la Nouvelle-Orléans.

Vendredi 11 Mars 1836.

Corrigés par Thomas Fellows, courtier de change.

Banque de l'Etat de la Louisiane.....118 demandé
Banque d'Orléans.....114 dern. ventes.
Banque de la Louisiane.....180 offert.
Banque Consolidée.....106 dern. ventes.
Banque du Canal.....109 demandé.
Banque de Cité.....107 demandé.
Banque de l'Union de la Louisiane.....183 ventes.
Banque des Citoyens.....
Banque Commerciale.....107½ ventes.
Banque des Artisans.....54 demandé.
Banque du Gaz.....106½ demandé.
Banque du Chemin de Carrollton.....27 dern. ventes.
Banque d'Atchafalaya.....98 prim demandé.
Compagnie d'Ass. de l'Etat de la Louis.....30 ventes.
Compagnie d'Ass. de la Louis.....@130 pour 300 payés.
Compagnie d'Orléans.....pas de ventes.
Compagnie d'Ass. du Mississipi.....@3 prim demandé.
Compagnie d'Ass. des Négociant.....336 offert.
Compagnie d'Ass. de l'Ouest.....56 demandé.
Compagnie d'Ass. de l'Atlantique.....28 dern. ventes.
Compagnie d'Ass. de l'Océan.....52 dern. ventes.
Compagnie d'Ass. Commerciale.....45 pour 50 payés.
Compagnie d'Ass de l'Eglise.....point d'offre.
Compagnie de Navigation d'Ouémes.....pas de ventes.
Compagnie de Pontchartrain.....78 pour @100 payés.
Compagnie du Railroad de Nashville.....par—ventes.
Compagnie de la Presse d'Orléans..150 pour 500 payés
Compagnie de la Presse de la Levée. 480 pour 500 payé
Compagnie d'Architectes de 1823..65 pour 100 payés.
Compagnie d'Architectes 8e. Dist.....pas de

Prix Courant du Coton et des Produits.

11 Mars 1836.

COTON..Choix.....19 à 20
.....Bon 1re. qualité.....17½ à 18½
.....Dito 2de. dito.....16½ à 17½
.....Moyen.....15½ à 16½
.....Ordinaire.....13½ à 15
SUCRE..Nlle.-Orléans.....11 à 12
.....Blanc du Cube.....14½ à 15
.....Brut.....dito.....10½ à 11½
MELASSE.....36 à 39
TABAC..1re qualité.....6 à 00
.....2de. qualité.....7 à 00
.....Crosé.....6 à 00
.....Cube.....36 à 00
FARINE.....@6¼ à 7
PORC.....Clair.....point
.....Mess.....21 à 23
.....Prime.....17½ à 00
.....Plat-Côte.....8½ à 9
JAMBON Fumé.....15 à 16½
.....Côtes.....10½ à 13
.....Epaules.....6½ à 7
.....Plat-Côtes.....11½ à 12
BŒUF.....Mess.....@13
.....Prime.....10½ à 11
GRAISSE.....13½ à 14½
MAIS.....70 à 75
WHISKEY.....50 à 52
TOILE.....D'emballage.....27 à 29
CORDE.....D'emballage.....10 à 12½
PLOMB.....5 50

Les amis et connaissances de feue Mme. Ve. NORBERT BOUDOUSQUIE, sont priés d'assister à son enterrement, qui aura lieu cette après midi, à 4 heures. Le convoi partira de chez Mr. Martin Blache, encoignure des rues de l'Esplanade et des Remparts. 18 mars

THEATRE D'ORLEANS.

DIMANCHE, 13 MARS 1836.

ROBERT LE DIABLE,

Opéra en cinq actes, musique de Meyerbeer.

MARDI, 15 MARS 1836.

Au bénéfice de MELLE. DUPUIS.

La 1ère. représentation de

CHARLES III, OU L'INQUISITION,

Drame en 4 actes, de MM. d'Epagny et Deyeux.

Suivi par

La 1ère. représentation de

LA VIEILLE DE SEIZE ANS.

Vaudeville en 1 acte, de Messrs. Mélesville et Carmouche.

9 mars—5

Théâtre de la rue St. Charles.

Bénéfice de Mademoiselle Phillips,

Et positivement en dernière soirée.

CE SOIR on représentera à ce théâtre, la pièce intitulée :

THE STRANGER.

The Stranger,	M. Pearson.
Mrs Haller,	Mlle. Phillips.

Dans le courant de la soirée on entendra deux grandes ouvertures

Mme. Meadows chantera "The Bonnets of Blue" et dansera une dans écossaise.

Le spectacle sera terminé par la comédie

THE WEDDING DAY.

Lady Contest,	Mlle. Phillips.

DIMANCHE 13 MARS 1836.

On représentation du grand opéra en 2 actes

IL PIRATA,

Musique de Bellini.

Principaux Acteurs :

Signora Adelaide Fechoni,
Signor G. B. Montresor,
Signor A. de Rosa,
Signor Consoni,

Chef d'Orchestre

POUR LOUISVILLE, CINCINNATI & MAYSVILLE.—Le steamer TUSCARORA, capitaine F. B. Finlay, étant la plus grande partie de son charg ment engagée, partira positivement pour Maysville et les ports intermédiaires, mardi 15 mars, à 10 heures du matin. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à

13 mars FORSYTH, GOODWYN & FORDS.

POUR LOUISVILLE et les Ports intermédiaires.—Le bateau à vapeur HOMER, capitaine W. Fay, ayant la plus grande partie de son chargement à bord, partira incessamment. Pour fret ou passage, ayant des beaux appartemens pour les passagers de la cabine et de l'avant, s'adresser à bord, ou à

TOURNE & BECKWITH,

13 mars 28 et 29, Nlle. Levée.

POUR MOBILE.—Tous les jours—Le paquebot South Alabama, capt. Turner, partira aujourd'hui 13 mars, à heures de l'après midi. Pour passage, s'adresser à

TOURNE & BECKWITH, 28 & 29 Nlle. Levee.

N. B.—Les passagers devront se trouver au railroad à temps pour le départ de 2 heures. Le dîner sera servi à bord, à 3 heures. 12mars

POUR PITTSBURGH. —Le bateau à vapeur, fin marcheur HARL COLUMBIA, capitaine W. Parkinson, ayant des appartemens à cabine et de l'avant, et son chargement engagé et allant à bord, partira pour le dit port, et les lieux intermédiaires, dimanche prochain 13 du courant, à 4 heures de l'après midi. Pour passage seulement, ayant des emménagemens supérieurs, s'adresser à bord, au capitaine ou à

11 mars—3 ROWLAND & HART.
47 Vieille Levée.

AVIS.—Le soussigné partant pour France sous quelques jours, prévient les personnes qui lui doivent, d'avoir à payer leurs comptes immédiatement. Il profite de cette circonstances pour prévenir les personnes qui ont bien voulu l'honorer de leur patronage et le public en général, qu'il se chargera de toute espèce de commande concernant son état, et les assure d'avance qu'il ne négligera rien pour la confection des objets qui pourront lui être commissionnées.

J. SAUVAGE,

Marchand Tailleur, rue Royale, entre Toulouse et St. Pierre. 12 mars—6,3pe

(Par Autorité.)

ACTE

Pour transporter le siége de justice dans la Paroisse de Claiborne et *pour d'autres objets.*

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la *Louisiane réunis* en assemblée générale que le siége de justice pour la Paroisse de Claiborne sera transporté de Russellville, où il est maintenant, à l'endroit où se trouve la résidence de Newit Drew, ou dans un espace de trois milles du dit endroit ;—le lieu précis sera fixé par Hugh Waller, Richard H. Thompson, Isaac Love, John Gieren Sr., et Samuel Leatherman ou par une *majorité* de ces personnes, qui sont et demeurent par le présent nommés commissaires à cet effet.

Sec. 2me. *Il est de plus décrété*, etc.; qu'aussitôt qu'il sera bâti une maison de cour et une prison convenables, à l'endroit qui sera désigné par *les dits commissaires* ou par une majorité d'entre eux, le juge de paroisse, les greffiers des cours de district et de paroisse, le secrétaire du jury de police et tous les autres officiers publics de la ville de Claiborne, qui tiennent maintenant leurs bureaux à Russellville, *les transporteront* ainsi que tous les documents et archives qui y appartiennent, à l'endroit auquel la maison de cour et la *prison* auront été bâties, et à dater de cette époque, les cours de districts, de paroisse et des preuves, siégeront au dit endroit, et le juge de police *devra* y tenir ses séances et tous les bureaux publics de la dite paroisse de Claiborne, semblables à ceux que la loi exige qui soient tenus aux maisons de cour des différentes paroisses de cet Etat, seront situés au dit endroit, qui *sera désigné* sous le nom de la ville "*d'Overton*" et sera désigné comme le siége de justice de la dite paroisse de Claiborne.

Sec. 3me. Et il est de plus décrété, etc.; que jusqu'à ce que l'endroit soit désigné par les dits commissaires ou par une *majorité d'entre eux* et jusqu'à ce qu'une maison de cour et une prison y soient bâties, le siége de justice demeurera à Russellville.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 1er. mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de Louisane.

ACTE

Pour changer l'époque à laquelle on fait la nomination des assesseurs de la taxe d'Etat dans la Paroisse de St. Landry.

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale, qu'à l'avenir le juri de police de la Paroisse de St. Landry procédera annuellement à l'élection des assesseurs de la taxe d'Etat, dans les limites de la dite Paroisse, le premier lundi de septembre (au lieu du premier lundi de décembre de chaque année) ainsi qu'il est maintenant ordonné par la loi et qu'à l'avenir chacun des assesseurs de la dite paroisse *recevra* une augmentation de salaire de quarante piastres.

Sec. 2me. Et il est de plus décrété, que toutes lois ou parties de *lois* contraires au présent acte, sont et demeurent abrogées.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 1er. mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

ACTE

Pour venir au secours de David Devall.

Sec. 1. Il est *décrété* par le sénat et la chambre des représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; Que le *trésorier* de l'Etat *est et demeure* par le présent autorisé à payer à David Devall de la paroisse d'Ouest Baton-Rouge, la somme de trois mille piastres, comme compensation pour des travaux faits par lui, ledit Devall, en construisant une levée dans la dite paroisse, laquelle *somme devra être payée de toutes* les sommes du trésor dont il n'aura pas été autrement disposé.

Sec 2. Et il est de plus décrété, Qu'il sera du devoir de l'avocat de district de ladite paroisse d'instituer immédiatement *les poursuites nécessaires* pour obtenir des propriétaires des terres en face desquelles ladite levée a été construite, le remboursement à l'Etat de la somme payée comme il est décrété dans la section précédente.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 5 mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisane.

ACTE

Supplémentaire à l'acte intitulé: "Acte pour amender et suppléer les divers actes relatifs à l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane."

Sec. 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que la somme n'excédant pas un million de piastres du fonds capital de l'Association Consolidée des Planteurs de la Louisiane peut et a assurée par hypothèque sur les propriétés immobilières, situées dans la ville de la Nouvelle-Orléans et ses faubourgs, dits la ville de *Lafayette et de Carollton*. Et que deux directeurs de la part de l'Etat, et deux Directeurs de la part des actionnaires, peuvent être nommés ou élus du nombre des actionnaires possédant des actions assurées par des propriétés ainsi situées, pourvu qu'ils soient *citoyens* de cet Etat; et pourra que les dits actionnaires, et chacun d'eux en particulier aient été dument et régulièrement invités à assister à une institution, assurées comme il est dit ci-dessus, pendant trois mois au moins avant leur nomination ou élection. *Les autres directeurs seront nommés ou élus* du nombre des actionnaires, dont les actions sont garanties par hypothèque sur des propriétés immobilières à la campagne et sur des esclaves, et qui, au moment de leur nomination ou élection seront citoyens de cet Etat et *qui auront été bona fide propriétaires de dix actions* ainsi garanties; pendant trois mois, au moins, avant leur nomination ou élection.

Sec. 2me. Il est de plus décrété, etc. Que dans le cas où la direction retarderait le remboursement des obligations de l'*Etat*, ainsi qu'elle y est autorisée, le gouverneur devra remettre les obligations de l'Etat au fur et à mesure qu'elle lui donnera avis de leur négociation.

Sec.3. Il est de plus décrété, etc. Que dans tous les cas de ventes faites sur saisies ou par suite de conventions avec l'Association Consolidée, de propriétés hypothéquées à cette institution en garantie *d'actions ou* de prêts sur ces actions, la quelle somme, telle que fixée à l'encan, après trente jours d'avis, les actions qui reposeront sur lesdites propriétés, et elle aura toujours le droit de fixer le temps dans lequel les acquéreurs des *dites actions* seront tenus de fournir des hypothèques, comme aussi de faire revendre de la même manière et après les mêmes avis, lesdites actions, si elles n'étaient pas payées dans le temps donné par la dite institution aura un privilège spécial sur la prime produite par la vente desdites actions, pour se rembourser tant en capital qu'en intérêts et frais.

Sec. 4me. Il est de plus décrété, etc. Qu'il ne sera pas *nécessaire*, en cas de poursuites judiciaires, d'annexer à la pétition les obligations hypothécaires (bonds) des débiteurs en faveur de la banque, et qu'il suffira d'annexer des copies certifiées devenu qui les actes notariés auront été signés.

Sec. 5ème. Et il est de plus décrété, etc. Qu'aussitôt que la direction fera savoir au gouverneur de cet Etat qu'elle accepte la présente loi, elle deviendra obligatoire pour les président, directeurs et Cie de l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane, et aura la même force et le même effet que la charte primitive.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 7 mars 1836
(Signé) E. D WHITE
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

ACTE

Pour amender la loi relative à la Cour des Preuves de la Paroisse d'Orléans, et pour d'autres objets.

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, qu'à dater de la passation de cet acte, toutes lois ou sections de lois constituant le juge de la Cour de Paroisse, de la paroisse et de la ville de la Nouvelle-Orléans juge *ex-officio* de la Cour des Preuves de cette Paroisse, sont et demeurent rappelées

Sec. 2me. Il est de plus décrété, etc.; qu'à dater de la passation de cet acte il y aura un juge nommé spécialement pour la dite Cour des Preuves, pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, dont les devoirs judiciaires seront restreints entièrement et exclusivement, à l'administration de la justice dans la dite Cour des Preuves.

Sec. 3me. Il est de plus décrété, etc.; que, en cas d'absence, de mort ou de démission (résignation) intérêt dans une cause, ou de récusation dans les cas prévus par la loi, du juge du premier district, ou du juge de la Cour Criminelle du premier district, ou du juge de la Cour de Paroisse, de la *paroisse* et de la ville de la Nouvelle-Orléans, ou du juge de la Cour des Treize ou de Cour pourvue par la ville de la Nouvelle Orléans, il sera légal et il sera du devoir de chacun des autres juges de présider, pendant l'intérim, la Cour de laquelle le juge sera absent, malade, mort, ou qui aura donné sa démission, ou sera intéressé dans la cause, à décider, ou récusé dans les cas prévus par la loi, et pendant qu'il présidera, de remplir toutes les fonctions que le juge de la dite Cour pourrait remplir, s'il était présent.

Sec. 4me. Il est de plus décrété, etc.; qu'il sera du devoir des dits juges sus mentionnés de se conformer à la présente *loi, et d'en faciliter* l'exécution, autant que possible, sans interrompre les procédures pendantes perdevant leur Cour respective.

Sec. 5me. Il est de plus décrété ; que cette loi ne sera pas interprété de manière à autoriser un des juges ses susmentionnés, à s'absenter sans avoir obtenu un congé d'absence de la législature.

Sec. 6me Il est de plus décrété, etc.; que le juge de paroisse de la paroisse d'Orléans sera, conséquemment, ex officio trésorier de la Cour des Preuves, et qu'il sera du devoir de ce dernier de payer tous les frais légaux qui seront dus au dit juge, sur un mandat signé par le président de la Cour des Preuves, lequel paiement lui sera payé par la paroisse d'Orléans, comme il est prévu ci-après.

Sec. 7me. Il est de plus décrété, etc.; que le dit juge de la Cour des Preuves, de la paroisse et de la ville de la *Nouvelle-Orléans*, recevra pour salaire annuel la somme de trois mille cinq cents piastres semblables, laquelle sera payée par trimestre par le trésorier de la paroisse d'Orléans, *sur son propre mandat pourvu qu'il ne soit pas permis au dit juge de pratiquer* la loi dans aucune Cour de cet Etat, ou des Etats-Unis.

Sec. 8me. Il est de plus décrété, etc.; que dans le but de faciliter la paroisse d'Orléans à payer le dit salaire, au dit juge, ces dépenses nécessaires de la dite Cour des Preuves, et le surplus de mille piastres, accordé au juge de la paroisse d'Orléans, tous les encaissemens dans la paroisse et dans la ville de la Nouvelle-Orléans, *et aussi le régistre des testaments* dans la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans, effectuant des ventes de propriétés de successions, de choses vacants, ou pour le compte de mineurs, soit meubles, soit immeubles, par ordre de la Cour des Preuves de la paroisse et de la *ville de la Nouvelle-Orléans*, seront tenus à dater de la passation du présent acte, de faire leurs retours des dites ventes, au trésorier de la

(Par Autorité.)

ACTE

Pour transporter le siége de justice dans la Paroisse de Claiborne *et pour d'autres objets.*

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la *Louisiane réunis* en assemblée générale que le siége de justice pour la Paroisse de Claiborne sera transporté de Russellville, où il est maintenant, à l'endroit où se trouve la résidence de Newit Drew, ou dans un espace de trois milles du dit endroit ;—le lieu précis sera fixé par Hugh Waller, Richard H. Thompson, Isaac Love, John Gieren Sr., et Samuel Leatherman ou par une *majorité* de ces personnes, qui sont et demeurent par le présent nommés commissaires à cet effet.

Sec. 2me. *Il est de plus décrété*, etc.; qu'aussitôt qu'il sera bâti une maison de cour et une prison convenables, à l'endroit qui sera désigné par *les dits commissaires* ou par une majorité d'entre eux, le juge de paroisse, les greffiers des cours de district et de paroisse, le secrétaire du jury de police et tous les autres officiers publics de la ville de Claiborne, qui tiennent maintenant leurs bureaux à Russellville, *les transporteront* ainsi que tous les documents et archives qui y appartiennent, à l'endroit auquel la maison de cour et la *prison* auront été bâties, et à dater de cette époque, les cours de districts, de paroisse et des preuves, siégeront au dit endroit, et le juge de police *devra* y tenir ses séances et tous les bureaux publics de la dite paroisse de Claiborne, semblables à ceux que la loi exige qui soient tenus aux maisons de cour des différentes paroisses de cet Etat, seront situés au dit endroit, qui *sera désigné* sous le nom de la ville "*d'Overton*" et sera désigné comme le siége de justice de la dite paroisse de Claiborne.

Sec. 3me. Et il est de plus décrété, etc.; que jusqu'à ce que l'endroit soit désigné par les dits commissaires ou par une *majorité d'entre eux* et jusqu'à ce qu'une maison de cour et une prison y soient bâties, le siége de justice demeurera à Russellville.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 1er. mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisane.

ACTE

Pour changer l'époque à laquelle on fait la nomination des assesseurs de la taxe d'Etat dans la Paroisse de St. Landry.

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la *Louisiane* réunis en assemblée générale, qu'à l'avenir le juri de police de la Paroisse de St. Landry procédera annuellement à l'élection des assesseurs de la taxe d'Etat, dans les limites de la dite Paroisse, le premier lundi de septembre (au lieu du premier lundi de décembre de chaque année) ainsi qu'il est maintenant ordonné par la loi et qu'à l'avenir chacun des assesseurs de la dite paroisse *recevra* une augmentation de salaire de quarante piastres.

Sec. 2me. Et il est de plus décrété, que toutes lois ou parties de *lois* contraires au présent acte, sont et demeurent abrogées.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 1er. mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisane

ACTE

Pour venir au secours de David Devall.

Sec. 1. Il est *décrété* par le sénat et la chambre des représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que le *trésorier* de l'Etat *est et demeure* par le présent autorisé à payer à David Devall de la paroisse d'Ouest Baton-Rouge, la somme de trois mille piastres, comme compensation pour des travaux faits par lui, ledit Devall, en construisant une levée dans la dite paroisse, laquelle *somme devra être payée de toutes* les sommes du trésor dont il n'aura pas été autrement disposé.

Sec 2. Et il est de plus décrété, Qu'il sera du devoir de l'avocat de district de ladite paroisse d'instituer immédiatement *les poursuites nécessaires* pour obtenir des propriétaires des terres en face desquelles ladite levée a été construite, le remboursement à l'Etat de la somme payée comme il est décrété dans la section précédente.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 5 mars 1836.
(Signé) E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisane.

ACTE

Supplémentaire à l'acte intitulé: "Acte pour amender et suppléer les divers actes relatifs à l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane."

Sec. 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que la somme n'excédant pas un million de piastres du fonds capital de l'Association Consolidée des Planteurs de la Louisiane peut et a assurée par hypothèque sur les propriétés immobilières, situées dans la ville de la Nouvelle-Orléans et ses faubourgs, dits la ville de *Lafayette et de Carollton*. Et que deux directeurs de la part de l'Etat, et deux Directeurs de la part des actionnaires, peuvent être nommés ou élus du nombre des actionnaires possédant des actions assurées par des propriétés ainsi situées, pourvu qu'ils soient *citoyens* de cet Etat; et pourra que les dits actionnaires, et chacun d'eux en particulier aient été dument et régulièrement invités à assister à une institution, assurées comme il est dit ci-dessus, pendant trois mois au moins avant leur nomination ou élection. *Les autres directeurs seront nommés ou élus* du nombre des actionnaires, dont les actions sont garanties par hypothèque sur des propriétés immobilières à la campagne et sur des esclaves, et qui, au moment de leur nomination ou élection seront citoyens de cet Etat et *qui auront été bona fide propriétaires de dix actions* ainsi garanties; pendant trois mois, au moins, avant leur nomination ou élection.

Sec. 2me. Il est de plus décrété, etc. Que dans le cas où la direction retarderait le remboursement des obligations de l'*Etat*, ainsi qu'elle y est autorisée, le gouverneur devra remettre les obligations de l'Etat au fur et à mesure qu'elle lui donnera avis de leur négociation.

Sec.3. Il est de plus décrété, etc. Que dans tous les cas de ventes faites sur saisies ou par suite de conventions avec l'Association Consolidée, de propriétés hypothéquées à cette institution en garantie *d'actions ou* de prêts sur ces actions, la quelle somme, telle que fixée à l'encan, après trente jours d'avis, les actions qui reposeront sur lesdites propriétés, et elle aura toujours le droit de fixer le temps dans lequel les acquéreurs des *dites actions* seront tenus de fournir des hypothèques, comme aussi de faire revendre de la même manière et après les mêmes avis, lesdites actions, si elles n'étaient pas payées dans le temps donné par la dite institution aura un privilège spécial sur la prime produite par la vente desdites actions, pour se rembourser tant en capital qu'en intérêts et frais.

Sec. 4me. Il est de plus décrété, etc. Qu'il ne sera pas *nécessaire*, en cas de poursuites judiciaires, d'annexer à la pétition les obligations hypothécaires (bonds) des débiteurs en faveur de la banque, et qu'il suffira d'annexer des copies certifiées devenu qui les